



COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DU 09/11/12

Rédaction Ch. Tastet

Ordre du jour :

- Campagne des emplois 2013
- Demandes de subventions
- Demandes de soutien à des colloques
- Questions diverses

Documents joints :

- Dialogue de gestion 2013 (Présentation générale + propositions postes / UFR)
- Dialogue de gestion 2013 : Chiffres clés de l'Université et de chacune de ces composantes.

Concernant le second document, la plupart des élus du CS (listes) félicitent l'équipe de direction pour la clarté de la synthèse communiquée. J-F. Pauwels fait toutefois remarquer que ce document n'est pas dans sa version définitive. En effet, certaines corrections doivent être apportées et des indicateurs corrigés ou modifiés.

1^{er} point : Campagne des emplois 2013

Personnels EC :

Comme chacun le sait, la campagne des emplois 2013 s'inscrit dans un contexte particulièrement tendu. D'un point de vue global, il n'y aura aucune création de postes d'EC cette année et très peu de redéploiements seront possibles dans la mesure où les départs à la retraite sont limités. Par ailleurs, le vice-Président rappelle que les postes libérés n'appartiennent pas aux composantes ; ils sont remis dans le « pot commun » de l'université.

Au bilan, 47 postes étaient disponibles cette année (12 enseignants + 35 EC). 45 postes sont donc proposés au recrutement en septembre 2013 et 2 autres sont différés à la rentrée 2014 (après accord avec la composante de destination + compensation ATER pour 2013). Concernant les rehaussements, seulement 5 sont proposés :

- 3 de MCF à PR
- 2 de PRCE/PRAG à MCF

La politique de l'équipe de direction vise à soutenir la recherche, aussi aucun laboratoire ne verra son potentiel baisser.

Personnels BIATOSS :

La campagne 2013 s'inscrit dans le cadre de la montée en puissance du dispositif Sauvadet qui aboutira, à terme, à la titularisation de 80 CDD (sur 4 ans). L'équipe de direction rappelle qu'un tel dispositif engendre un surcote budgétaire de 15 % or il n'est pas certain que l'Université soit accompagnée, au niveau budgétaire, par l'Etat.

Aussi les priorités suivantes sont portées par l'équipe de direction :

1. le soutien pédagogique (aucun emploi n'est remis en cause dans ce domaine),
2. le soutien aux initiatives émergentes et reconnues internationalement,
3. la mutualisation des moyens (fonctions supports) à chaque fois que possible,
4. le rehaussement global de la structure des emplois (sur le cœur des métiers de l'université) et en externalisant / mutualisant les fonctions transversales.

Les arbitrages du dialogue de gestion 2012/13 font apparaître au bilan (voir pièces jointes) :

- Créations : 1,5 ETP sur ressources propres laboratoires + 2,5 ETP sur ressources propres Université (Bilan : 2 catégories A, 1 cat. B et 1 cat. C)
- Transformations de poste : 5 ETP sur masse Etat (Bilan : 5 cat. A),
- Redéploiement de poste : 1 ETP sur masse Etat (cat. C),
- Postes Etat par concours Sauvadet (avec maintien du potentiel de la composante par emploi contractuel) : de 18 à 23 ETP sur masse Etat (Bilan : 1 cat. A, 5 à 6 cat. B., 12 à 16 cat. C.),
- Postes maintenus dans la composante avec ouverture de concours en 2013 : 9 ETP sur masse Etat (Bilan : 5 cat. A, 2 cat. B et 2 cat. C),
- Postes maintenus dans la composante avec emploi contractuel ou mobilité interne : 10 ETP dont 1 ETP sur ressources propres laboratoire (Bilan : 4 cat. A, 2 cat. B et 4 cat. C)
-

La discussion qui s'engage ensuite porte notamment sur :

- le coût de l'externalisation de certains services par rapport au maintien des personnels (services) dans la fonction publique... Le Président précise que le coût d'un fonctionnaire est nécessairement plus important que celui d'un agent contractuel (rapport à une carrière dans la fonction publique). Toutefois certains éléments ne sont pas chiffrables budgétairement : ainsi les représentants des BIATOSS soulignent qu'il est important de prendre en compte le niveau de satisfaction des utilisateurs / usagers par rapport au service rendu. L'équipe de direction précise que le débat sur l'externalisation viendra à un autre moment. Les élus souhaitent disposer de davantage d'informations pour connaître les services (ou métiers) qui seront concernés. Un intervenant fait remarquer qu'aucun poste BIATOSS n'apparaît dans le dialogue de gestion en ce qui concerne les services centraux. Le Président indique que les propositions sont à venir pour les postes de l'administration centrale.
- La nécessité d'engager un dialogue de gestion partagé avec les partenaires (CNRS, INSERM, etc.) pour une plus grande pertinence / accompagnement des projets des laboratoires. Concernant les postes, des initiatives en ce sens sont - ou vont être - prises.
- La crainte d'un fléchage des postes vers les Labex, Equipex... Y aura-t-il une programmation pluriannuelle vers ces structures au détriment des autres laboratoires ? L'équipe de direction indique vouloir un équilibre global : si accompagnement il y a, cela ne se fera pas au détriment des autres structures (hors labex). Aussi toutes les demandes émanant des Labex ne seront pas systématiquement soutenues.

Votes du CS :

1. Campagne des emplois EC : 15 Pour ; 1 Abstention
2. Campagne des emplois BIATOSS : 14 Pour, 7 Contre ; 1 Abstention

2^{ème} point : Demandes de subventions

2 projets sont présentés pour une demande de subventions demandées pour Lille1 d'un montant global de 1 359 460 euros.

- Projet CIA (programme de « campus de recherche en intelligence ambiante et systémique du vivant ») porté par le laboratoire PhLAM (Marc Douay) (montant 1 329 460 euros) et associant l'IEMN, le LIFL et l'IRI.
- Projet ARCIR volet dynamique (Implants biocéramiques fonctionnalisés pour utilisations médicales anti-infectieuses et anti-cancéreuses) porté par l'UMET (Bernard Martel) (montant 30 000 euros) et associant l'U1008 Inserm et l'Université de Valenciennes (EA 2443).

Vote du CS : 22 Pour

3^{ème} point : Demandes de soutien à des colloques

17 demandes sont formulées au titre du Bonus Qualité Recherche – Manifestations scientifiques 2013. Ces manifestations ont une portée nationale (4) ou internationale (13).

Alain Cappy (DPE) estime qu'il faut financer les seules manifestations locales (ailleurs non). Il préférerait subventionner directement les laboratoires qui organisent ces colloques plutôt que de passer par une demande au CS. La discussion qui s'engage fait apparaître à la majorité des élus que la « voie CS » est importante pour contourner d'éventuels problèmes ou blocages qui peuvent exister dans certaines structures. De même il paraît important de participer aux manifestations organisées ou co-organisées par des équipes Lille1 (que ce soit au niveau local, national ou international). Cela participe du soutien aux équipes et au rayonnement de nos labos.

Le montant global des attributions proposées par l'équipe de direction pour ces 17 manifestations est de 23 900 euros.

Vote du CS : 21 Pour ; 1 Contre

4^{ème} point : Questions diverses (et plus largement discussion)

Le nombre de financements doctoraux est insuffisant à Lille1. Il convient de rechercher de nouveaux partenaires pour financer des bourses doctorales. Actuellement des discussions sont engagées avec LMCU qui devrait financer 7-8 bourses (à confirmer...) sur des domaines d'excellence. D'autres montages seront également recherchés comme Région / Labex ; Labex / non-Labex, etc. JF Pauwels souhaite augmenter le nombre de bourses Président pour ne pas que la politique de recherche de l'établissement soit dictée par des « tiers » (entreprises, ED, etc.). Aussi des financements à 100%, sur des projets sélectionnés précocement, devraient être proposés à l'avenir.

Autre information du Pdt :

Le modèle SYMPA fait apparaître un déficit de 70 postes à Lille1. L'Etat n'apporte qu'une compensation de 25 000 euros / emploi en déficit. Cela est bien inférieur au coût global de

chaque emploi. La rigueur budgétaire, la montée en puissance du dispositif Sauvadet (etc.) expliquent la nécessaire prudence en ce qui concerne la politique de l'emploi.